

Séismes électoraux

Le paysage politique en Allemagne est en profonde mutation

François Talcy*



Quatre scrutins régionaux en trois mois ont modifié le paysage politique de l'Allemagne. Trois autres sont inscrits au calendrier d'ici la fin de l'année. Brême a voté le 22 mai (alors que ce numéro était déjà à l'imprimerie), le 4 septembre ce sera le tour du Mecklembourg-Poméranie occidentale. La ville-Etat de Berlin sera appelée aux urnes le 17 septembre.

Des quatre premiers rendez-vous électoraux (Hambourg, Saxe-Anhalt, Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat) plusieurs enseignements peuvent être tirés qui ont un impact à plus ou moins long terme sur le travail du gouvernement fédéral de la chancelière Angela Merkel (voir le détail des résultats dans la chronologie).

La catastrophe nucléaire au Japon a bouleversé le jeu, plus que les situations locales et régionales de chaque *Land*, dans lesquels les rapports de force ne sont pas toujours identiques. Le séisme et le tsunami qui ont endommagé la centrale nucléaire de Fukushima ont eu des retombées jusque dans le Bade-Wurtemberg, où pour la première fois un candidat des Verts, Winfried Kretschmann, est devenu ministre-président avec les sociaux-démocrates (SPD) pour partenaires de coalition dans ce haut-lieu de la démocratie-chrétienne et du libéralisme.

L'autre enseignement, c'est que le parti chrétien-démocrate (CDU), présidé par la chancelière, enregistre des résultats pour le moins contrastés, avec des pertes de 20,7 points à Hambourg et des gains de seulement 2,4 points en Rhénanie-Palatinat. Le partenaire libéral (FDP) est même menacé de survie politique, puisqu'il n'est plus représenté en Saxe-Anhalt (3,8 %) et en Rhénanie-Palatinat (4,2 %) et qu'il se maintient dans les deux autres Etats à un niveau bien inférieur au résultat des élections au *Bundestag* de l'automne

2009 – un score de 14,6 % qui avait suscité tous les espoirs. Les résultats du parti social-démocrate restent mitigés : à Hambourg, le SPD obtient une majorité absolue avec son candidat Olaf Scholz, réponse aux déceptions qu'a suscitées l'expérience peu concluante d'une coalition entre CDU et Verts. En Rhénanie-Palatinat, Kurt Beck perd sa majorité absolue et ne doit sa réélection qu'à la percée des Verts.

Rien ne permet de dire après ces quatre scrutins que l'échiquier politique allemand, secoué par un séisme, a trouvé un nouvel équilibre. A la lumière des résultats du premier trimestre 2011, la coalition d'Angela Merkel n'a plus de majorité, la CDU se maintient à un niveau relativement bas, même si elle reste la force politique la plus importante du pays. Mais son partenaire de coalition, le FDP, traverse une crise liée aux attermoissements des libéraux sur de grandes questions de société. Elections régionales et sondages placent le parti sous la barre fatidique des 5 %. Les Verts quant à eux sont les grands gagnants du moment, ils obtiennent des scores qui leur permettent de rester les maîtres du jeu politique. Quant au SPD, il ne profite pas de la faiblesse de la CDU et demeure lui-même trop faible pour constituer seul une alternative aux chrétiens-démocrates. Il lui reste certes la possibilité d'une coalition avec les Verts, surtout si ces derniers poursuivent leur progression dans les sondages, mais au risque d'arriver

* François Talcy est journaliste indépendant.

derrière eux comme dans le Bade-Wurtemberg. Sauf à Hambourg, la nouvelle gauche, *Die Linke*, reste quantité négligeable, elle ne parvient pas à tirer profit des diverses crises.

Tous ces résultats montrent également une instabilité de l'électorat en Allemagne, ce qui rend toutes prévisions aléatoires. Les premiers rendez-vous électoraux de 2011 aboutissent à la formation de quatre gouvernements régionaux différents : SPD, SPD-Verts, CDU-SPD et Verts-SPD. A l'échelle du pays, on ne dénombre désormais pas moins de dix coalitions différentes dans les seize *Länder*. La CDU perd près de la moitié de ses électeurs à Hambourg et enregistre avec 21,9 % le plus mauvais score de son histoire, le SPD obtient le meilleur résultat depuis 30 ans. En Saxe-Anhalt, la grande coalition CDU-SPD, en place depuis 2006, est maintenue grâce à un résultat stable, sans grande évolution par rapport au scrutin précédent, sauf pour les Verts qui doublent leur score sans pour autant menacer les deux principales formations politiques. En Rhénanie-Palatinat, Kurt Beck peut se consoler de rester ministre-président après 17 années à la tête du gouvernement régional de Mayence, mais l'euphorie n'est pas de mise : le SPD, qui disposait d'une majorité absolue dans ce *Land*, perd près de 10 points. Le Bade-Wurtemberg quant à lui accumule les records historiques : échec cinglant de la CDU au pouvoir depuis 58 ans, deuxième résultat le plus bas du SPD depuis 1952, victoire sans appel des Verts qui doublent leur résultat précédent, flirtent avec les 25 % et propulsent ainsi un des leurs à la tête du gouvernement régional.

En vert et contre tout ?

Le drame de Fukushima n'est pas la seule raison du succès des Verts en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg. Le difficile débat sur la construction d'une gare souterraine à Stuttgart (*Projet Stuttgart 21*) a traduit le mécontentement d'un électorat traditionnellement conservateur. Par ailleurs, la décision de Berlin de fixer un moratoire de trois mois sur le fonctionnement des centrales nucléaires allemandes a été largement interprétée, pas seulement dans la région de Stuttgart, comme une opération électoraliste. C'est vraisemblable-

ment ce manque de crédibilité qui a fait perdre le plus de voix à la CDU – et même au SPD qui ne profite pas de ce mécontentement.

Après l'euphorie suscitée par le succès des Verts le 27 mars, d'aucuns s'interrogent sur les réelles marges de manœuvre des écologistes. Le SPD de Kurt Beck devra faire d'importantes concessions après avoir gouverné seul à Mayence : deux ponts gigantesques devaient être jetés sur le Rhin et la Moselle, mais un seul sera réalisé ; l'ancien aéroport militaire de Hahn, utilisé désormais pour les vols *low-coast*, devait être agrandi avec les larges subventions du *Land*, ce que critiquent les Verts ; la modernisation du *Nürburgring* et le soutien accordé à la Formule 1 par Mayence sera finalement cortigé à la baisse ; sans oublier bien sûr l'épineuse question de la dette publique. Les perspectives sont tout autant complexes à Stuttgart : le nouveau ministre-président, Winfried Kretschmann, est connu certes pour ses convictions conservatrices au sein du parti, néanmoins les Verts auront à cœur de respecter le vote contestataire de ceux qui refusent de déplacer la gare centrale dans le sous-sol de la capitale souabe – projet soutenu par le SPD. Des engagements financiers et des contraintes juridiques risquent également de compliquer le travail de cette nouvelle coalition face à la question nucléaire. Après le moratoire décidé par Berlin, il est évident que la probable remise en marche des centrales, même limitée, ne sera pas accueillie avec enthousiasme. Et les partisans militants du « *Atome, non merci* » devront patienter encore quelque temps avant d'assister à un démantèlement global des réacteurs. Winfried Kretschmann, professeur de biologie, catholique engagé, adepte de la participation citoyenne, peut profiter de sa réputation de conservateur réaliste et compétent. Face aux responsabilités, c'est le parti des Verts qui peut subir les plus grandes retombées du séisme électoral.

Pour l'instant, c'est le parti libéral qui souffre le plus. Vivement critiqué depuis plusieurs mois, Guido Westerwelle, président du parti depuis dix ans, a finalement décidé de laisser sa place au ministre de la Santé, Philipp Rösler, âgé seulement de 38 ans. Malgré les critiques, il reste ministre des Affaires étrangères, mais cède le titre non officiel de vice-chancelier à son successeur.